

Relance économique : la douce drogue européenne

CH charliehebdofr/2020/06/economie/relance-economique-douce-drogue-europeenne

Jacques Littauer, *Charlie Hebdo*, 3 juin 2020

Les journaux en ont fait leurs gros titres. Le « Plan de relance de la Commission, une chance historique pour l'Europe », selon Le Monde, « 750 milliards d'euros pour quoi faire ? », se questionnait LCI, ou encore « L'Europe à fond la caisse » en Une de Libé... Ah, ces journalistes si prompts à commenter ce qui n'existe pas et à ne rien dire de ce qui nous pend vraiment au nez. Quand, comment, pourquoi ? On ne va rien spoiler. Tout est à lire ci-dessous.

Le 27 mai, la Commission a présenté sa proposition. Qui n'est qu'une proposition, hein ! Dans l'Union, ce sont les États qui décident, pas la Commission. La Commission propose d'emprunter en son nom propre 750 milliards d'euros sur les marchés financiers, ce qui serait une première, afin d'alimenter 500 milliards de subventions – des cadeaux – et 250 milliards de prêts – à rembourser à une échéance éloignée dans le temps.

Mais là où les journalistes se sont laissés aller, c'est quand ils ont écrit que la Commission avait « *présenté son plan de relance* ». Car, en raison d'un fait étrange nommé souveraineté nationale, pour faire quelque chose à 27, il faut... l'accord des 27. Et il se trouve qu'il existe une bande de quatre tarés, baptisés « frugaux » par la presse internationale parce qu'elle est bonne pâte, pour qui la proposition franco-allemande est aussi sérieuse qu'un sketch de Patrick Sébastien.

Pour l'Autriche, le Danemark, la Suède, et surtout les Pays-Bas, dont le ministre des finances est bien frappé, les choses sont claires : on veut bien prêter aux cancre, mais pas leur donner ; et seulement à condition qu'ils massacrent le peu de protection sociale qu'il leur reste. Et le problème est que les quatre radins sont parmi les plus riches du continent, et qu'ils accumulent les réussites économiques : excédents commerciaux, excédents budgétaires (avant le Covid), faibles taux de chômage, etc. Dans l'Europe économique, qui est en réalité à peu près toute l'Europe, ils sont très écoutés, et ne cachent pas leur volonté de faire plier les autres, à commencer par les gueux de Méditerranée. Dont nous ? Dont nous.

À LIRE AUSSI : Croissance économique : stop ou encore ?

Magdalena, nouvelle Dame de fer

Et si vous pensiez que la Suède, qui est l'un des pays qui contribuent le plus au budget de l'UE, est un gentil pays social, il va falloir vous renseigner. Comme l'explique Magdalena Andersson, la ministre suédoise des finances, il lui est « *bien plus facile* » d'expliquer aux retraités suédois que la Suède va prêter de l'argent aux Espagnols et aux Italiens, qu'ils vont devoir rembourser, donc, plutôt que de leur donner du flouze. Surtout que, précise Magdalena aux mal comprenant, « *les retraités espagnols ou italiens n'ont pas payé d'impôts aussi élevés* » que les Suédois. Chouette ambiance, hein ?

Et d'enfoncer le clou : « *Le fait que nous ayons une des dettes publiques les plus faibles en Europe [35 % du PIB] n'est pas un don de Dieu. Pendant plusieurs décennies, les Suédois ont payé plus d'impôts qu'ils n'ont perçu d'argent de l'État. Nous avons pu ainsi rembourser notre dette publique ces vingt dernières années. Ce qui n'a pas été fait partout* ».

Enfin, si on ose lui parler solidarité, elle rappelle que, en mars dernier, la France avait saisi 4 millions de masques à Lyon, appartenant à une multinationale suédoise, destinés à l'Italie et à l'Espagne. Et que si elle se montre aussi intransigeante, c'est précisément pour éviter que l'UE ne soit assimilée à un panier percé par les Suédois, ce qui ne ferait qu'alimenter l'euro-scepticisme. Un argument loin d'être idiot.

À LIRE AUSSI : « Le fric est important pour l'Europe mais les hommes qui y vivent... on s'en fiche ! »

Tous pour l'austérité !

Par ailleurs, il est bien évident que le plan, une fois adopté, comportera d'importantes contreparties. En effet, les aides seront intégrées au « Semestre européen », un gigantesque bidule technocratique dans lequel les États s'engagent à limiter les hausses de salaires, diminuer les impôts sur les entreprises, lutter contre la dette, et faire en sorte que l'austérité soit éternelle parce que s'il y a le plein-emploi, les pros obtiennent des super hausses de salaires, et ça fait chier.

Or il est bien évident que les heureux États qui vont être aidés, Espagne, Italie, Grèce, etc., n'ont aucun pouvoir de négociation en Europe. Ils devront donc présenter des plans de « reconstruction » et de « résilience » qui approfondiront encore l'austérité. Et on peut aussi se demander quand l'argent finira par arriver, parce que c'était hier qu'il fallait le dépenser, pas dans un an.

Alors, en hommage à sa légendaire rigueur journalistique, je vous remets ici la Une de *Libé* du 28 mai dernier, qui annonçait avec tambour et trompettes « *un plan de relance historique* »... qui n'existe tout simplement pas. Et un « *pas vers une Union fédérale* » qui est à se taper le cul par terre. Mais c'est juste pour finir sur un sourire, tellement tout cela est triste, en vérité. ●



La Une de Libération du 28 mai 2020.